

# Comment marier rigueur et croissance

## au service des TPE et PME

par Agnès Bricard

Présidente d'honneur du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables



**Y penser toujours, n'en parler jamais** : telle pourrait être la devise des responsables politiques à propos de la rigueur. Le mot est quasiment tabou mais la réalité nous rattrape jour après jour, à coup de hausse du chômage, d'endettement public croissant et de conjoncture morose. L'élastique se tend.

**En parler toujours, ne le trouver jamais** : telle pourrait être à l'inverse la vision que l'on pourrait avoir de la croissance, fameux objectif de tous les gouvernements et qui nous fait cruellement défaut depuis plusieurs années. Encore notre économie a-t-elle un peu résisté grâce à une consommation résiliente – pour combien de temps s'interrogent les économistes – alors que l'investissement est peu vaillant et que la balance commerciale demeure dans le rouge.

Et pourtant, affirmons-le ici : la rigueur – qui aura les vertus du réalisme et de la volonté de s'attaquer enfin aux lourdeurs françaises – et la croissance ne sont pas incompatibles. Bien au contraire. Certes, on connaît les maux : rigueur extrême, récession, rigueur, etc. Pour autant, repousser trop longtemps des décisions de réforme ne relève pas d'une bonne politique.

Mais comment faire pour éviter que cela ne se traduise en baisse voire en effondrement de l'activité ? La réponse, nous l'avons entre les mains, nous tous qui, par nos fonctions, accompagnons les petites et même très petites entreprises françaises.

Nous savons quel potentiel de développement et de résistance à la crise elles recèlent. Nous savons aussi à quelles difficultés elles peuvent être confrontées au quotidien et comment un soutien, financier, juridique, commercial, peut les aider à traverser une mauvaise passe, faute de quoi, elles peuvent tout autant disparaître.

**Alors que les grands groupes tricolores** ont depuis longtemps compris les atouts de la mondialisation – regardez à quel point les groupes du CAC 40 occupent chacun des positions mondiales avantageuses dans leurs spécialités respectives – il est de notre devoir collectif d'accompagner au plus près notre tissu de petites et moyennes entreprises pour aider la France à retrouver la croissance qui, seule, lui permettra de supporter les contraintes nécessaires de la rigueur sans piquer davantage du nez.

**Et quand je dis « accompagner »**, je pense tout à la fois aux mécanismes de protection et d'identification des

Agnès Bricard est expert-comptable diplômée, commissaire aux comptes, conseil expert financier. Elle est élue au Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables depuis 2005, dont elle est présidente de mars 2011 à mars 2013. Agnès Bricard est membre du Conseil de l'Agence pour la Création d'Entreprises (APCE). Elle est également vice-présidente du Club Action de Femmes et fondatrice de la Fédération des Femmes Administrateurs depuis juillet 2012. Personnalité qualifiée au Conseil de Normalisation des Comptes Publics (CNOCP), administrateur de l'Académie Intelligence Economique, elle est chevalier de la Légion d'Honneur et officier dans l'Ordre National du Mérite.

tensions pour les plus fragiles, aux systèmes de financement pour celles qui en ont besoin ponctuellement, pour leur activité usuelle comme pour leurs projets de développement. Et je n'oublie pas celles que l'on peut qualifier de « haut potentiel » qu'il faut soutenir pour qu'elle finisse par receler toute leur richesse, qu'on les qualifie d'ETI (entreprises de taille intermédiaire), de « gazelles » ou de « Google français de demain ».

Ces mécanismes de protection, de suivi, d'accompagnement et de développement commencent heureusement à se mettre en place. Mais ils manquent encore de puissance et de visibilité. Un fléchage accru sera nécessaire, des systèmes d'information, de conseil et de suivi devront être créés pour qu'ils donnent leur pleine mesure. Il en va de même pour le financement public.

**La BPI, Banque publique d'investissement**, vient d'être portée sur les fonds baptismaux et tous les acteurs publics et privés attendent avec impatience d'en voir les effets, y compris en région. Du côté des financeurs privés du monde bancaire, s'ils n'ont pas démerité contrairement à certaines critiques, le principe de réalité prévaut, surtout en temps de crise : mesure conservatrice voire conservatoire des risques, confiance entamée entre prêteurs, besoin accru de garantie et co-financement public. Il faut donc réussir à rétablir le lien entre ces deux continents au service des TPE et PME françaises. C'est notre travail au quotidien, nous, professionnels du conseil et du service aux entreprises. Par notre action, nous pouvons nous aussi réussir à réconcilier dans notre pays croissance et rigueur. **On a connu défi moins enthousiasmant.** ■